Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1683

Artikel: Un savoir - faire à exploiter
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008953

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public

domainepublic.ch

Un savoir - faire à exploiter

Alcan, l'un des géants de l'aluminium, quitte Steg et le Valais. Electricité et main-d'oeuvre trop chères ainsi que l'éloignement géographique justifient sa décision. Au lieu d'un sauvetage improbable de l'usine, il vaudrait mieux recycler les compétences accumulées dans des activités plus rentables que la fonderie de base.

Ainsi, l'usine de Steg va fermer. Cette unité de production fabrique de l'aluminium dit de première fusion, par électrolyse de l'alumine, un oxyde d'aluminium extrait de la bauxite, qui est le principal minerai d'aluminium très répandu et abondant un peu partout dans le monde. Le procédé d'extraction du métal nécessite des quantités considérables d'électricité. L'aluminerie de Steg consomme à elle seule 17% de l'électricité produite dans le Valais.

Alcan, entreprise propriétaire, bénéficiait d'un contrat avec l'Etat du Valais qui lui garantissait, de 2000 à 2005, un prix de l'électricité de 3,5 ct le Kwh et une exonération de 30% de l'impôt sur les bénéfices. Or le coût actuel de l'électricité fournie par les Forces motrices valaisannes aux gros clients industriels de la région de Steg est de 17,99 ct le Kwh, cinq fois plus élevé que le prix prévu par l'accord qui vient à expiration, ce qui signifie que le Valais a en fait très lourdement subventionné l'aluminerie.

La hausse très forte des prix de l'électricité et l'écart énorme entre le tarif réel et le coût facturé à Steg rend impossible le renouvellement de l'accord précédent. Le canton du Valais était disposé à aller jusqu'à 6,5 ct le Kwh, ce qui reste pourtant beaucoup trop cher pour Alcan. Il est vrai que le prix de l'électricité en Suisse est le plus élevé de la planète, près de deux fois plus qu'en France et quatre fois plus qu'aux Etats-Unis, ce qui n'empêche pas Alcan d'envisager la fermeture de son usine française de Lannemezan qui produit également de l'aluminium de première fusion.

Pourquoi s'étonner alors si, depuis plusieurs années, la production d'aluminium de base est déplacée vers les pays du Golfe, Emirats Arabes Unis et Qatar, notamment, qui proposent de l'énergie très bon marché et un accès direct de l'usine à la mer. Les producteurs d'aluminium sont de vieilles industries dans les pays développés. Pendant longtemps le secteur était dominé par deux très gros groupes, Alcoa aux USA (dont le siège européen est discrètement installé à Lausanne) et Alcan au Canada avec des émules européens comme Alusuisse ou Péchiney. A l'origine les usines canadiennes n'étaient qu'une filiale de la Pittsburgh Reduction Company qui vendit ses établissements canadiens en 1928. Ceux-ci allaient devenir Alcan et les usines mères de l'Ohio, Alcoa.

(jg) Suite de l'article en pages 4

Sommaire

Trop éloignées du réel, les lois risquent de décevoir les citoyens et de perdre leur légitimité.
page 2

La polarisation politique fait fi de la complexité sociale.
page 3

Les douanes coûtent chères aux entreprises.
page 4

Les bourses d'études souffrent des disparités cantonales.
page 5

L'armée en quête d'une nouvelle identité.
page 6

Hommage à Jacques Pâris de Bollardière.
page 7

Fribourg regarde les films des autres mondes.
page 8

Coopération à l'Est

Contester aujourd'hui cet engagement, c'est, avec mauvaise foi, refuser de tenir parole. C'est décrédibiliser le Conseil fédéral et mépriser l'honnêteté nationale. L'UDC, appuyant le référendum contre le milliard prévu, n'est plus digne de participer au gouvernement.

Edito page 3

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

24 mars 2006
Domaine Public nº 1683
Depuis quarante-trois ans,
un regard différent sur l'actualité

Les barrières opiniâtres

La large panoplie des accords bilatéraux avec Bruxelles n'est pas parvenue à éliminer le passage en douane. C'est un réel handicap pour les petites entreprises et une tracasserie largement inefficace pour les individus. Mais les «visionnaires» d'Avenir Suisse s'en accommodent.

Le passage en douane coûte 4 milliards à l'économie suisse. La suppression de cet obstacle avec l'Union allégerait notre PIB de 0,85%. Ces chiffres résument une étude réalisée par le think tank d'*economiesuisse* auprès des entreprises. L'analyse est crédible. Les droits de douane sont supprimés pour quelque 80% des produits échangés. Mais malgré cet allégement massif, toutes les marchandises doivent être dédouanées pour passer la frontière, à l'entrée comme à la sortie. A cette première contrainte administrative, il faut ajouter le décompte de la TVA remboursée à la sortie et encaissée à l'entrée. Les entreprises doivent encore fournir une attestation d'origine pour toutes les marchandises passant la frontière. C'est conforme à la logique du système. Ainsi, un produit arrivant à Zurich par avion cargo de Chine, ou d'ailleurs, n'est pas suisse et ne bénéficie pas du libre-échange avec l'Union européenne. Enfin, comme il n'y a pas entre la Suisse et l'Europe une reconnaissance mutuelle concernant la sécurité ou la santé des produits, les entreprises doivent fournir une attestation d'autorisation de vente dans le pays destinataire. Toutes ces démarches ont un coût administratif. Il convient d'ajouter le prix de l'attente aux bureaux de douane, par ailleurs fermés la nuit et le dimanche. Dans certains cas, l'attente est un handicap majeur. Une entreprise qui assure la maintenance d'une machine à l'étranger doit pouvoir dépanner son client dans l'urgence. Elle doit dédouaner ses pièces détachées par la procédure usuelle ou disposer d'un stock de rechange de l'autre côté de la frontière.

Petits exportateurs pénalisés

Tout compte fait, les professeurs chargés de l'enquête estiment que le passage à la frontière alourdit le prix de 1,9% à l'exportation et de 2,3% à l'importation. Il s'agit de moyennes. Le coût administratif est à peu près équivalent pour chaque passage. Mais il se répartit sur de gros ou de petits volumes de marchandises. Les frais sont presque indolores pour les grandes entreprises et lourdement pénalisantes pour les petits exportateurs. Le frein aux importations est aussi un handicap pour la Suisse. Son économie intérieure est protégée d'une concurrence étrangère trop directe. L'étude ne s'intéresse pas, en revanche, au sort de Monsieur et Madame tout le monde qui passe la douane avec bonne ou mauvaise conscience, mais toujours frappé par l'archaïsme d'une barrière inutile et inefficace.

Avenir Suisse et son mandant *economiesuisse* n'aiment pas les obstacles à la prospérité économique. Pour lutter contre le coût des passages à la frontière, ils proposent de laisser les douanes ouvertes jour et nuit. Ils demandent des simplifications administratives. Ces allégements ont de strictes limites si l'on ne peut supprimer ni le dédouanement, ni le décompte de TVA, ni la déclaration d'origine ou l'autorisation de vente. L'étude mentionne la possibilité de négocier une union douanière avec Bruxelles. Mais *economiesuisse* rejette, à juste titre, cette alternative qui imposerait pratiquement toutes les exigences d'une adhésion sans fournir à la Suisse un droit de décision. Quant à l'idée, toute simple, d'une pleine participation à l'Europe, elle n'est même pas évoquée. *at*

Suite de la première page

Un savoir - faire à exploiter

Alcan a pu se développer grâce aux bas coûts de l'électricité au Canada, tout comme Alusuisse a profité des barrages helvétiques et a installé ses usines dans les vallées. Alusuisse, devenu Algroup en 1998, vaincu par des coûts trop élevés et des erreurs de stratégie - un syndrome Swissair l'a conduit à multiplier les acquisitions dans les années quatre-vingts et nonante - a fini par fusionner avec Alcan en l'an 2000. En fait les usines helvétiques d'Alusuisse, qui appartient aujourd'hui à Alcan, fabriquent des produits à forte valeur ajoutée: des emballages pour l'industrie alimentaire et pharmaceutique ou des éléments pour l'industrie ferroviaire et automobile. L'aluminerie de Steg est la seule à produire au sens strict du terme, des lingots brut de fonderie, une activité industrielle de base qui convient mal à un pays dont les coûts de la main-d'œuvre et de l'énergie sont élevés, comme la Suisse.

Il est sans doute vain de vouloir se battre pour empêcher la fermeture de l'usine sous sa forme actuelle ou de chercher on ne sait quel repreneur miracle. Par contre le savoir-faire accumulé par les 140 employés de Steg est sans doute très important. Il ne doit pas être dilapidé et l'accent doit être mis sur l'implantation d'industrie à haute valeur ajoutée et sur la reconversion du personnel de Steg. La place industrielle suisse a de l'avenir, mais certainement pas dans des activités de fonderie de base. *jg*